

Délibération n° 2020-07-28/15

Objet : Ajustement de la provision pour risque : recours en responsabilité auprès du Tribunal Administratif Commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault – Année 2020

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER – Patricia NIVESSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent
TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Conformément à l'application de l'article L.2321-2 du CGCT, la constitution d'une provision est l'une des applications comptables du principe de prudence : la prévision d'un risque qui, s'il se réalise, entraînera une charge, oblige à constituer sans délai une réserve financière, celle-ci sera ainsi supportée par le résultat de l'exercice comptable au cours duquel le risque est apparu. La réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face. Si ce risque s'avère inexistant, la reprise génèrera un gain exceptionnel pour l'exercice au cours duquel le risque aura disparu. Le régime de droit commun est celui des provisions semi-budgétaires, qui n'impactent que la section de fonctionnement.

La Collectivité a versé au Centre Départemental de Gestion de l'Hérault (CDG 34) les salaires d'un ex-employé de la Commune, remis à disposition du CDG en 2010 (article 97 bis de la loi du 26 janvier 1984). La prise en charge annuelle est de 42 000,00 € environ.

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique et notamment son article 78 a modifié l'article 97 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif à la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi. Elle dispose que la prise en charge des fonctionnaires relevant depuis plus de 10 ans à compter du 8 août 2019, du Centre de Gestion, cesse dans un délai d'un an à compter de cette même date. La prise en charge des salaires de M. Schweitzer cessera donc en août 2020 soit une prise en charge estimée à 28 000,00 € environ. Il convient d'ajuster la provision estimée à l'origine à 42 000,00 € en ce sens.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser le Maire à constituer une provision pour risques et charges exceptionnelles, semi-budgétaire, de 28 000,00 € au lieu de 42 000,00 € pour l'exercice 2020, pour le règlement de la prise en charge des salaires de M. Schweitzer,
- Dire que ce montant pourrait être complété ultérieurement en fonction de l'évolution du dossier,
- Dire que la dépense de cette provision est prévue au compte 6815 du budget de la Commune 2020.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 28 juillet 2020

Le Maire

Jean-Pierre RICO

